

La désillusion gagne l'agriculture biologique

Le coup d'arrêt de la consommation bio, couplé à l'afflux de nouveaux arrivants et la hausse de certaines charges, provoquent un douloureux effet ciseau chez certains arboriculteurs ou producteurs laitiers.

Basile Dekonink
@Bdekonink

Françoise Roch est catégorique. « On s'est un peu fait avoir » en anticipant que les produits bio allaient devenir la norme et le moteur du marché, estime cette arboricultrice implantée dans le Tarn-et-Garonne qui cultive des vignes, des prunes et des pommes et qui a converti 10 % de son verger il y a quelques années.

Vendues à bon prix il y a encore trois ans, les pommes issues de l'agriculture biologique ont vu leur valeur divisée par deux depuis, pour se rapprocher dangereusement de celle des pommes conventionnelles (40 centimes le kilo),

déplore l'agricultrice, qui dirige par ailleurs la Fédération nationale des producteurs de fruits (FNPF). Et ce alors même que les rendements sont bien moindres et qu'il a fallu investir dans des nouveaux plants, un autre système d'irrigation, un engrais de fumier...

Pour Françoise Roch, cela ne fait aucun doute : la culture des pommes biologiques est en « crise ». Après avoir laissé faire les producteurs ces dernières années, elle et sa fédération avertissent depuis l'hiver dernier sur ce marché « saturé, qui fait prendre des risques », puisqu'un arbre planté est là pour une vingtaine d'années, à moins de surgreffer à grands frais.

Tournant

Chez les producteurs convertis à l'agriculture biologique, le constat n'est plus isolé. Il se traduit même dans les chiffres : après des années de croissance tonitruante, le marché français du bio a pour la première fois reculé en 2021 (-4 %), selon Kantar. L'inflation et la perte

de pouvoir d'achat, réelle ou ressentie, la montée en gamme du conventionnel, la concurrence du local et la confusion autour des labels détournent les consommateurs des enseignes spécialisées (Biocoop, Naturalia, Bio c'Bon...).

De quoi inquiéter à l'amont, alors que le bio représente désormais quelque 53.000 exploitations et plus de 10 % des surfaces agricoles utiles françaises – en attendant le nouvel afflux des producteurs qui se sont lancés dans une conversion il y a deux ou trois ans. « On est à un tournant, on sort de la pénurie de bio et, pour la première fois, on se pose la question de la demande », reconnaît Laure Verdeau, la directrice de l'Agence Bio, le groupement d'intérêt public chargé d'encourager le développement de l'agriculture biologique.

Au global, le coup de froid n'a pour l'instant pas provoqué de vague de « déconversions » de producteurs souhaitant retourner à l'agriculture conventionnelle, selon l'Agence Bio. L'an passé, quelque

2.200 exploitations ont quitté le bio, soit 4,17 % du total. Une proportion à peine plus élevée que l'année précédente (4,02 %) que l'organisme attribue aux départs à la retraite « massifs » ou à des changements d'activité dans des régions particulièrement matures comme l'Occitanie, la Nouvelle-Aquitaine ou Auvergne-Rhône-Alpes.

« Il va y avoir du dégât »

Le revirement est toutefois suffisamment inédit pour que les interprofessions du lait (Cniel), des fruits et des légumes (Interfel), la fédération des transformateurs et distributeurs du bio (Natexbio) et l'Agence Bio mobilisent ensemble un million d'euros pour lancer en mai une campagne de sensibilisation « collective, une première dans l'histoire » du secteur, indiquait un communiqué commun publié en mars.

Pour Philippe Camburet, le président de la Fédération nationale d'agriculture biologique (Fnab), « les choses restent surmontables et surmontées » dans la plupart des

filières, « même s'il va y avoir du dégât ». Carottes, pommes, œufs, les chiffres sont finalement « rassurants », d'autant que le bio, qui ne consomme pas d'engrais azoté de synthèse, est par nature moins exposé que le conventionnel à la flambée des intrants.

Reste qu'un secteur tire la sonnette d'alarme. Dans le lait, qui pèse peu ou prou 10 % du chiffre d'affaires total du bio avec ses 1,3 milliard d'euros de ventes, la consommation est repassée sous ses niveaux de 2019 et la surproduction est telle que les opérateurs doivent déclasser environ un tiers de leur production en lait conventionnel, moins bien rémunéré.

Le lait sur un fil

« Certains comme Lactalis, Sodiaal ou Agrial peuvent absorber car le bio représente de 5 à 10 % de leur production, mais une coopérative comme Biolait, qui ne fait que du bio et qui représente 30 % de la collecte, subit de plein fouet et est obligée de répercuter », estime Corentin Puvilland,

chargé d'études à l'Institut de l'élevage (Idele). En 2021, les livreurs de lait de vache ont encaissé une baisse du prix de 10 à 15 euros aux 1.000 litres, « non négligeable dans le contexte de hausses de charges ». Dans son malheur, le secteur bénéficie toutefois d'une bouée de sauvetage : l'envolée des cours des produits laitiers conventionnels, qui pourraient même dépasser ceux du bio à la fin du mois et qui limitent, de facto, la perte financière.

« Sans cela, ce serait catastrophique. Toute la question est de savoir si cette situation exceptionnelle va durer », analyse Corentin Puvilland. Chez tous les opérateurs, les nouveaux projets de conversion sont en attendant suspendus, et les premiers chiffres, non consolidés, indiquent une hausse du nombre de livreurs bio moins importante qu'attendue (+3 % au lieu de +5 %). Dans « Les Echos » du 29 décembre, un spécialiste du monde agricole faisait, lui, remarquer la survenue de deux suicides. Une première dans le lait bio. ■